

LE RÔLE DE LA TURQUIE AU MOYEN-ORIENT

Steven Erlanger, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *The New York Times*

Les Américains ont également beaucoup bombardé le groupe État islamique l'autre jour, tout comme les Israéliens ont bombardé des sites d'armes chimiques en Syrie, etc. La situation génère beaucoup d'anxiété, ce qu'a évoqué Anwar Gargash avec délicatesse, mais il est possible qu'émerge une Syrie fragmentée où la Turquie aurait beaucoup d'influence, avec son islam politique modéré. La Turquie, ce n'est pas les Émirats arabes unis, ce n'est pas l'Égypte. Avant de revenir sur le conflit israélo-palestinien, je suis curieux de savoir ce que vous pensez tous les deux du rôle de la Turquie. Ce rôle peut-il être maîtrisé, est-il constructif, ou bien engendre-t-il de nouveaux problèmes pour les autres nations arabes ?

Nabil Fahmy, doyen émérite à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

Personnellement, je ne suis en faveur d'aucun engagement matériel d'un État au sein d'un autre au-delà de ses frontières, pas dans un sens négatif – je ne parle pas du soutien apporté, bien sûr, ce qui est le cas de la Turquie, mais je ne cautionne pas les bombardements dont les territoires syriens ont été l'objet, entre autres. Quoi qu'il en soit, ils poursuivront leurs propres objectifs, et cela, de plusieurs façons – certaines avec lesquelles je suis d'accord, et d'autres auxquelles je m'oppose. L'approche que j'adopte et la suggestion que je formule, même vis-à-vis de mes propres collègues, consistent à dire : plaignez-vous autant que vous le souhaitez, cela fait partie du jeu, mais vous devez vous montrer proactifs de manière à équilibrer la situation. Pour en revenir à la remarque d'Itamar, si le terrain de jeu reste ouvert, d'autres acteurs s'impliqueront. Je dis donc à mes collègues arabes, y compris dans mon pays, qu'il faut être présent sur le terrain de jeu, faire des suggestions, dialoguer avec les Turcs, les Syriens et tous les acteurs présents. Sinon, seuls les rapports de force internes détermineront la situation. La véritable inquiétude à l'heure actuelle – celle que les Égyptiens ont toujours à l'esprit –, c'est qu'il serait très dangereux de nous éloigner du concept d'État-nation au profit d'acteurs non étatiques ; et je ne veux pas revenir sur la question des accords Sykes-Picot, mais toute cette région compte des familles et des sectes séparées par des frontières. Si vous commencez à tirer sur ces fils, vous ne savez pas ce que vous risquez de provoquer dans d'autres pays.

Itamar Rabinovich, vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution

Permettez-moi de prendre une minute pour décrire les quatre parties principales impliquées dans la politique au Moyen-Orient. Il y a eu l'Axe de la résistance iranien ; les États arabes sunnites, modérés ; le bloc islamiste, essentiellement constitué de partisans d'un islam politique comme celui des Frères musulmans, c'est-à-dire le Qatar, la Turquie et le Hamas ; et les organisations djihadistes, le groupe État islamique, etc.

La Turquie appartient au bloc islamiste, et les Turcs ont été d'importants soutiens du Hamas. Ils ont même accueilli un bureau du Hamas à Istanbul, depuis lequel l'organisation pilotait certaines de ses activités dans la région. La Turquie poursuit deux objectifs majeurs, et n'oublions pas qu'en pratique, elle a annexé 8 % de la Syrie, la bande de territoire située le long de la frontière. Premièrement, elle veut renvoyer en Syrie 3,5 millions de réfugiés syriens, et deuxièmement, elle veut écraser, si ce n'est éliminer totalement, l'autonomie kurde parce qu'elle la considère comme une menace pour l'État turc. La Turquie aimerait également remporter la lutte pour l'hégémonie régionale face à l'Iran ; maintenant que l'Iran est affaibli, la Turquie considère qu'elle peut jouer un plus grand rôle. Par conséquent, les Turcs ont deux agendas en Syrie : les enjeux immédiats, et l'utilisation de l'arène syrienne pour améliorer leur propre position dans la région.

Steven Erlanger

Je ne suis pas certain que cette situation enchanterait les États arabes, et cela fait partie de la question. Je pense que vous avez raison, Nabil, lorsque vous dites que c'est une défaite au regard de ce que nous avons connu, à savoir, l'Iran exerçant beaucoup de pouvoir dans la région à travers des acteurs non étatiques. Quelles sont les perspectives, même au Liban, ainsi qu'en Syrie, de reconstruire un État-nation ? Il n'y a pas que la Turquie, mais ce serait intéressant de voir si la Turquie cède réellement le territoire qu'elle occupe. Elle s'affaire également à attaquer les Kurdes soutenus par les Américains, alors on ne peut pas dire que la situation soit calme.

Nabil Fahmy

C'est certain, et les choses ne vont pas se passer dans le calme. Ma remarque n'est pas seulement théorique. Des praticiens comme nous – moi en particulier – insistent sur le droit international et la souveraineté. Si nous étions tous amis, les frontières ne feraient aucune différence, mais puisque nous ne le sommes pas, en fin de compte, il faut qu'il existe une structure de contrôle. Qu'elles soient artificielles ou non, les frontières existent depuis 60 ou 70 ans, il est donc important de les faire respecter. Le régime syrien a implosé pour maintes raisons, mais vous ne pouvez pas avoir une situation dans laquelle interviennent quatre États souverains possédant des forces armées sur le territoire syrien et des douzaines de parties non étatiques. Si nous ne revenons pas à l'ordre étatique, tous ces problèmes transfrontaliers émergeront, et ce ne sera pas facile d'empêcher les Turcs et d'autres parties de s'impliquer. J'aurais même tendance à dire que du point de vue stratégique, la coopération turco-arabe est bien plus importante que le problème d'Idlib, et je pense que les Turcs finiraient par l'accepter, bien que pour les raisons que nous connaissons, ils se montrent ultrasensibles sur la question kurde.